

# Station de dessalement de l'eau à Gabès : L'étude de projet bientôt finalisée

Dossier de la rédaction de H2o  
May 2014

D'un

coût estimé entre 160 et 170 millions de dinars, le projet de dessalement de l'eau de mer à Zarat serait opérationnel en 2017. L'étude du projet d'installation d'une station de dessalement de l'eau de mer à Zarat, (au sud-est de Gabès), financée par un don de la Banque africaine de développement - BAD, de l'ordre de 960 000 dollars, a atteint sa phase finale, a fait savoir Hédi Belhaj, président-directeur général de la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE). Elle est réalisée par un bureau d'études tunisien Eurostudio.

Le

projet, dont les travaux de réalisations s'étalent de 2014 à 2017, permettra à un million d'habitants de Tataouine, Gabès et Mădenine, de s'approvisionner en eau potable et d'améliorer leurs conditions de vie. La station d'une capacité de 100 000 m<sup>3</sup> par jour, sera exploitée à travers une concession privée ou par la SONEDE.

La société nationale a

réalisé une stratégie visant à faire face au déficit en ressources en eau pour un coût de près de 2,2 milliards de dinars. Le plan comprend quatre grands axes : le raccordement de toutes les zones intérieures aux réseaux de l'eau potable et le renforcement de la continuité de l'approvisionnement en eau potable du Grand-Tunis et des villes côte-à-côte (représentant un investissement de près de 600 millions de dinars) ; la construction de nouveaux axes pour l'alimentation en eau de toutes les zones rurales (600 autres millions) et le dessalement de l'eau à travers l'installation de quatre stations (pour près d'un milliard de dinars).

De

fait les prix de l'eau augmenteront avant 2016. La BAD finance actuellement quatre études dédiées, notamment à l'approvisionnement en eau des régions rurales, dans les gouvernorats de Béja et Bizerte, ainsi que la protection de la Ville de Tunis des inondations. Elle finance également deux grands projets, dont le premier consiste en l'approvisionnement des régions rurales en eau potable, moyennant une enveloppe de 100 millions d'euros, alors que le second concerne la mise à niveau des stations d'assainissement à travers le pays, pour un coût estimé à 20 millions d'euros.

La Presse (Tunis) - AllAfrica 20-04-2014